

Recherches sociographiques



Louis ROUSSEAU et Michel DESPLAND, *Les sciences religieuses au Québec depuis 1972*

Jean-Paul Rouleau

Volume 31, Number 1, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056512ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056512ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rouleau, J.-P. (1990). Review of [Louis ROUSSEAU et Michel DESPLAND, *Les sciences religieuses au Québec depuis 1972*]. *Recherches sociographiques*, 31(1), 143–145. <https://doi.org/10.7202/056512ar>

toute sa pratique militante», et elle ajoute: «Je m'y suis impliquée tout entière parce qu'elle me concerne moi, comme les autres.» (P. 46.)

L'ensemble du mouvement communautaire actuel semble bien représenté (femmes, écologues, organisations non gouvernementales, nouvelles pratiques, etc.). Mais ce colloque apparaît d'abord comme un regroupement de permanents. C'est pourquoi, sans doute, les groupes d'entraide, qui ont pourtant connu une croissance fulgurante depuis quelques années, sont à peu près absents. Pourtant, ils font la preuve de la capacité des communautés de se prendre en main: ils «ne comptent que sur leurs propres moyens», ce qui est, sauf erreur, le but du développement communautaire. Mais justement, ce qui ressort de l'ouvrage, c'est plutôt la volonté de changement (comme son titre l'indique) que l'aspect collectif qu'on arrive d'ailleurs mal à définir. Les participants se rallient davantage autour du «développement» que du «communautaire»; on a affaire à des «progressistes» qui veulent une transformation sociale. C'est ce qui fait, peut-être, qu'on a peu parlé de certains aspects problématiques: par exemple, conserver les acquis face à la crise économique (emplois, salaires, droits), résister à certains changements, etc.

Est-ce à cause du lourd contingent de permanents au colloque que le thème a dérapé vers le financement des organismes? On réclame plus d'argent de l'État, mais la réflexion s'arrête souvent là. Seule Andrée FORTIN a osé parler du danger d'institutionnalisation: «Le secteur communautaire souhaite-t-il se transformer en fonctionariat "parapublic"?» demande-t-elle.

En général, ces actes nous laissent sur notre faim. Certes, ils reflètent la diversité de ce qu'on appelle aujourd'hui le «secteur communautaire». Ils montrent aussi que des changements importants se sont produits. Mais, on voit mal, dans ces pages, les nouvelles convictions qui donneraient actuellement à ce mouvement un dynamisme et une force croissante. Serait-ce que ceux qui professent ces valeurs n'étaient pas (suffisamment) représentés au colloque?

Jacques-T. GOUBOUT

*Institut national de la recherche scientifique
(I.N.R.S.) – Urbanisation.*

Louis ROUSSEAU et Michel DESPLAND, *Les sciences religieuses au Québec depuis 1972*. Waterloo, Corporation canadienne des sciences religieuses/Wilfrid Laurier University Press, 1988, 158 p. (Collection «Sciences religieuses au Canada», 2.)

Ce n'est pas seulement le contenu et la pratique de la religion que la modernité a changés au Québec depuis la Révolution tranquille. Elle en a aussi influencé l'étude. Si la première série de mutations a fait l'objet de plusieurs analyses et réflexions, il n'en va pas de même de la seconde, comme en témoigne le petit nombre d'ouvrages (à peine neuf) recensés dans la courte revue de la littérature. (Pp. 12s.) Dans le prolongement de ses études sur la théologie québécoise et la «religiologie» à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Rousseau

nous offre, en association avec Despland, un portrait de l'évolution du milieu et de la pratique des sciences de la religion de 1972 à 1984. Les renseignements et les analyses tournent autour de cinq thèmes: le personnel, l'enseignement, la recherche, les réseaux d'échange et les structures de contrôle du savoir.

La simple énumération de ces titres montre l'intérêt de la recherche. Tous les aspects importants de l'organisation et du fonctionnement d'un champ des connaissances y passent. La période retenue correspond à une étape qui jusqu'ici n'avait pas ou avait peu fait l'objet d'exploration. Les données sur lesquelles se base la réflexion ont été recueillies au moyen d'un questionnaire envoyé aux spécialistes du domaine en 1984. La présentation procède selon le mode d'analyse de tableaux dont on dégage des conclusions. Bien que le nombre de répondants autorisait l'examen, les auteurs demeurent sensibles tout au long du texte aux limites tant qualitatives que quantitatives de l'information reçue.

L'ensemble aboutit à un portrait remarquablement suggestif d'un champ important de pratique des sciences humaines et sociales au Québec. Comme première approche d'une spécialité du savoir et d'une période spécifique, c'est une réussite. Le pari d'une telle opération était d'autant plus difficile à tenir que les sciences religieuses sont un domaine complexe dès lors qu'on y inclut la théologie, les sciences positives et les discours sur l'expérience religieuse.

Cette complexité est omniprésente. Conjugée au caractère multidisciplinaire de certaines entreprises d'enseignement et de recherche, à l'ambiguïté de certaines interrogations du questionnaire et au choix d'une structure géohistorique de classification de plusieurs renseignements (tirée du *Bulletin signalétique*), elle n'aide pas toujours à l'acquisition d'une vision très nette des trois types de discours dans l'activité des chercheurs et des professeurs engagés dans ce champ. Quoi qu'il en soit de cette imprécision, l'étude laisse suffisamment voir que, durant la période, le développement des sciences positives de la religion s'est encore largement réalisé sous l'empire et la souveraineté de la théologie. Même si le premier type de discours a acquis une place à l'intérieur de certaines structures administratives et, plus récemment, dans certains ensembles de programmes, comme ce fut le cas aux universités Laval, Concordia et à l'UQAM, il reste que cette importance et cette hégémonie de la théologie dans le développement des sciences religieuses au sens propre de cette expression n'est pas près de s'amenuiser de façon substantielle. À cet égard, il n'est pas sans signification que l'ouvrage se termine par des considérations sur les perspectives de rapprochement d'ordre herméneutique entre ces deux subdivisions d'un même champ d'étude.

Ces remarques concernant l'avenir des travaux sur la religion d'ici nous conduisent à la place qu'occupe le discours scientifique sur le phénomène religieux dans la culture et la société globales du Québec. *Les sciences religieuses au Québec depuis 1972* ne traitent pas explicitement cet aspect, les auteurs s'en tenant à un regard de l'intérieur même de leur spécialité. Il n'en demeure pas moins que pour se développer de façon significative dans une société, les sciences positives de la religion doivent y être l'objet d'une demande sociale. On aura beau déplorer, comme le font les auteurs, le peu d'importance et d'attention accordé par les spécialistes aux grandes religions orientales, aux nouvelles religions, etc., et l'effet de ces silences sur l'appauvrissement du champ qu'ils considèrent, il n'en reste pas moins que son développement équilibré ne pourra se faire que s'il y a des demandes minimales de connaissances anciennes et nouvelles pour ses diverses composantes.

Dans cette perspective, il faut déplorer vivement la suppression de l'option « culture religieuse » dans les programmes d'enseignement secondaire au Québec, il y a quelques années. Si une telle mise à l'écart a pu se produire sans réaction populaire, c'est que peu de citoyens connaissent le discours de la science sur la religion et la contribution qu'il peut apporter à la compréhension et à la solution des problèmes non seulement religieux mais aussi profanes d'une société. D'une analyse de leur domaine d'étude, les praticiens québécois des sciences de la religion sont ainsi renvoyés à leurs responsabilités sociales. Dans quelle mesure ont-ils été et sont-ils présents aux grands débats qui agitent la société contemporaine? Leur mutisme dans les affaires Lacroix ou Rushdie, pour n'en retenir que deux exemples récents et plus connus, n'est pas sans poser de question. S'il ne traite pas cet aspect environnemental de la vie et de l'avenir des études sur la religion au Québec, le livre de Louis Rousseau et Michel Despland le fait au moins transparaître et oriente la réflexion à son sujet. Ce n'est pas un mince mérite, en plus de celui de la qualité de ses descriptions et de ses analyses tirées d'un inventaire systématique du champ lui-même.

Jean-Paul ROULEAU

*Faculté de théologie,
Université Laval.*

Michel BELLEFLEUR, *L'Église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986, 221 p.

Maintenant qu'elle n'impose plus son autorité, l'Église suscite un retour d'intérêt manifeste. On l'appréhende avec la grille de son choix, tantôt dans son historicité institutionnelle, comme dans les deux tomes de la récente *Histoire du catholicisme québécois* de HAMELIN et GAGNON (1984) ou dans *Les frères des Écoles chrétiennes* de VOISINE (1987), tantôt dans l'un ou l'autre de ses engagements socioculturels. Ce dernier filon est particulièrement neuf et fécond, témoins ces monographies sur le théâtre de Laflamme et Tourangeau (1979), la peinture de Lacroix (1985), la musique de Lefebvre (1985), la sexualité de Ménard (1986), le corps de Despland (1987) et maintenant le loisir. Nous sommes passés rapidement d'une religion populaire à la popularité de la thématique religieuse.

Le livre de Bellefleur veut prendre la mesure de l'engagement de l'Église dans le domaine vaste et diversifié du loisir. Sa lecture laisse une double impression d'air connu, d'abord par l'expérience première du terrain de jeu, du patronage ou du centre paroissial des loisirs qui a laissé des traces. À un autre égard, plusieurs travaux du Département des sciences du loisir de l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.), auquel l'auteur est rattaché, ont déjà abordé certaines facettes sociohistoriques de l'implication de l'Église dans le domaine.

Bellefleur est toutefois plus ambitieux que ses prédécesseurs. Il veut couvrir tous les aspects du loisir non commercial de 1840 à 1960, auxquels l'Église s'est intéressée; son